La sous-préfecture de Douai, modèle architectural des années 1970

The sub-prefecture building at Douai, an architectural model of the 1970s

Pascale Bréemersch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15717>

DOI : 10.4000/insitu.15717

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Pascale Bréemersch, « La sous-préfecture de Douai, modèle architectural des années 1970 », *In Situ* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 04 mai 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15717> ; DOI : 10.4000/insitu.15717

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La sous-préfecture de Douai, modèle architectural des années 1970

The sub-prefecture building at Douai, an architectural model of the 1970s

Pascale Bréemersch

Premières implantations

- 1 Lors de la création des départements, le chef-lieu du Nord est fixé à Douai par décret du 7 février 1790. Cependant, malgré les interventions des Douaisiens et l'envoi d'une délégation auprès du Premier Consul, à Bruxelles, un arrêté du 22 juillet 1803 transfère la préfecture à Lille. Lorsque la mesure s'applique, en septembre 1804, Douai devient le siège d'une simple sous-préfecture¹.
- 2 Les locaux qui lui sont alors attribués jouxtent le palais de justice, rue du Palais. Mais, en 1813, le conseil général du Nord décide de réunir dans l'ancien parlement de Flandre les cours impériale et d'assises ainsi que le tribunal de première instance, qu'il loge dans la partie du palais affectée à la sous-préfecture. Le conseil d'arrondissement envisage donc d'installer cette dernière dans le couvent des Oratoriens, rue Victor-Hugo (**fig. 1**). Le projet ne se concrétise pas et finalement, le préfet est autorisé à acheter, pour le compte de l'arrondissement, un hôtel mitoyen qui se situe dans la même rue ainsi que deux maisons adjacentes de la rue Saint-Jean, parallèle.

Figure 1

La sous-préfecture de Douai, rue Victor-Hugo, s. d. Arch. comm. Douai, 19 Fi 1904.

© Arch. comm. Douai.

- 3 Le conseil général prend en charge les travaux de réparation de ces bâtiments jusqu'en 1828. Cette année-là, le sous-préfet nouvellement nommé, Pierre Becquet de Mégille, notable et précédemment maire de Douai, fait établir un procès-verbal de « l'état et de la valeur des objets mobiliers existant à la sous-préfecture appartenant partie au département et partie à la ville de Douai » ; il constate que la sous-préfecture a besoin de travaux, notamment les deux maisons, délabrées. Cependant, le département, s'étonnant que seuls les hôtels des sous-préfectures d'Avesnes et de Douai soient à sa charge, refuse d'accorder des subsides et renvoie la demande à la Ville. Celle-ci rétorque que les réparations incombent au propriétaire mais qu'elle accepte d'avancer 6 000 francs au département. L'année suivante, soucieux de se décharger du fardeau des sous-préfectures d'Avesnes et de Douai, le conseil général décide la vente des deux bâtiments. Il lui est alors opposé que les deux hôtels ont été achetés sur les fonds des anciens arrondissements et qu'il ne peut donc s'estimer propriétaire des locaux. En conséquence, le ministre de l'Intérieur confie au préfet le soin de demander à la municipalité si elle serait dorénavant disposée à prendre en charge les dépenses d'entretien de la sous-préfecture, « sans pour cela prétendre à la propriété exclusive de l'édifice ». Le 31 janvier 1830, le conseil municipal charge une commission spéciale d'examiner la question. Le 12 mars suivant, celle-ci rend ses conclusions, à la suite desquelles le conseil municipal délibère : « Il ne pourrait y avoir lieu pour la ville à se charger des dépenses d'entretien de l'hôtel de la sous-préfecture que pour autant qu'elle fut reconnue propriétaire de cet édifice et que dès lors il échoit d'ajourner la décision définitive jusqu'à la décision du gouvernement sur la question de propriété. »
- 4 Derniers soubresauts d'une polémique qui finit par s'éteindre... la sous-préfecture est toujours dans ces locaux, près de 150 ans plus tard...

La sous-préfecture actuelle

Le choix de l'emplacement

- 5 En décembre 1962, à la suite d'une visite à Douai de la commission des travaux du conseil général du Nord, il est décidé de construire une nouvelle sous-préfecture, les locaux vétustes de la rue Victor-Hugo ne répondant plus du tout aux besoins. Il faut cependant d'abord trouver un terrain approprié.
- 6 Assez rapidement, celui de l'ancienne fonderie de canons paraît être la solution : environ 3 000 m² dans une zone réservée aux administrations sur le plan d'urbanisme, à proximité de la bibliothèque et du conservatoire. L'architecte Maurice Coasnes imagine une rénovation du quartier Saint-Amé centrée autour de la sous-préfecture ; le 18 novembre 1963, le conseil municipal accepte le principe de ce projet. Cependant, sa réalisation nécessite l'achat de cinq immeubles voisins ainsi que le relogement des locataires. Les travaux ne peuvent donc débuter rapidement, or le conseil général est pressé : une nouvelle sous-préfecture devant être également bâtie à Dunkerque, il veut que les travaux commencent dans les deux villes en même temps, au cours de l'année 1965. Un autre site doit être trouvé.
- 7 Le choix se porte alors sur le terrain de l'ancienne caserne d'Aoust, libre d'occupation. Les 8 300 m² appartiennent à la ville qui les utilise comme dépôt de pavés. Le quartier doit du reste être, lui aussi, restructuré, notamment avec la construction d'une école et de trois tours. La sous-préfecture, sans être dans le centre-ville, n'en serait pas trop éloignée et se trouverait à proximité de la gendarmerie, de la chambre de commerce, de la Banque de France... Mais en mars 1968, André Perreau, sous-préfet de Douai, informe le préfet qu'il faut abandonner le projet : le plan intercommunal d'urbanisme de Douai-ouest prévoit qu'une route de 45 m de large, à quatre voies de circulation séparées par un terre-plein central, diminuerait beaucoup trop la superficie du terrain pour qu'il soit possible d'y installer la sous-préfecture.
- 8 Dans le même courrier, le sous-préfet propose un autre emplacement. Il s'agit d'une usine construite au moment du démantèlement² des remparts, connue de tous les Douaisiens et abandonnée : les Tréfileries de Douai. En effet, quand, en 1893, le conseil municipal avait décidé de faire déraser la partie de la fortification que lui avait cédée l'État, une famille d'industriels belges, les Vertongen, avait bien vu les avantages de ce terrain situé entre la dérivation de la rivière douaisienne, la Scarpe, et la voie ferrée projetée par la Compagnie du Nord à la demande de la Ville. Elle l'avait acquis pour y établir, dans un premier temps, une filature de chanvre et corderie mécanique (**fig. 2**). Détruite lors de la Première Guerre mondiale, l'usine fut reconstruite mais changea de nom et d'activité : les Tréfileries fabriquaient sur 350 machines automatiques des vis à bois, à métaux, de la boulonnerie et pitonnerie. En 1963, le conseil d'administration belge, ne souhaitant pas recapitaliser l'outil de travail, décida la cessation d'activité. En 1965, l'usine ferma définitivement ses portes. En 1967, grâce aux apports de la Société anonyme des Tréfileries de Douai, après regroupement avec deux autres usines aux fabrications similaires, se constituait la Société de gestion financière et immobilière de Douai (SOGEFID) qui vendit les bâtiments et terrains à une filiale de la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations (SCIC).

Figure 2

La corderie Vertongen à la fin de la Grande Guerre. Arch. comm. Douai, 3 Fi 724.

© Arch. comm. Douai.

- 9 Quatre hectares et demi sont donc disponibles mais un hectare et demi suffirait à la construction de la sous-préfecture. L'architecte départemental vient examiner les lieux et juge que, dans ce futur quartier résidentiel, l'idéal serait d'installer les bâtiments en bordure de la rue d'Hénin-Liétard et des boulevards Albert-1^{er} et de la République (**fig. 3**). L'acquisition de ce terrain, déclarée d'utilité publique en mai 1969, est effective le 30 juillet suivant. Le 6 novembre, MM. Leconte et David, architectes douaisien et lillois, sont retenus et présentent, quatre mois plus tard, trois esquisses. Quelques mois plus tard, lorsque la SCIC décide de faire démolir les constructions qui se trouvent à l'emplacement des futurs logements, le sous-préfet demande qu'on rase en même temps celles qui sont sur le terrain de la future sous-préfecture. La cheminée des Tréfileries, qui fait partie intégrante du paysage et à laquelle les Douaisiens sont tellement attachés, est abattue le 20 janvier 1971.

Figure 3

Vue aérienne de l'actuelle sous-préfecture, 2007.

© Google.

- 10 Au cours de cette année 1970, des négociations sont menées avec la SCIC qui a modifié ses projets de lotissement : alors qu'elle s'est engagée à ne pas construire de bâtiments de plus de trois étages, elle envisage maintenant d'élever des tours de cinq étages avec vue sur la sous-préfecture, ce qui ne serait pas du tout conforme aux très strictes normes de sécurité imposées par l'État. Faute de compromis, il faudra chercher un autre site. En fin d'année, la négociation aboutit : les bâtiments auront quatre étages (**fig. 4**).

Figure 4

Le bureau du sous-préfet, la partie résidentielle et le parc ; au premier plan, la résidence construite par la SCIC, 1978. Sous-préfecture de Douai.

© Pierre Dumont.

Les projets³

- 11 En 1971, le terrain est remblayé grâce à des terres extraites d'un chantier de nivellement mené par la Régie Renault qui, depuis l'année précédente, a lancé les travaux de l'actuelle usine Georges-Besse.
- 12 La même année, un avant-projet est présenté à la commission des travaux. Son coût est jugé d'autant plus excessif qu'à la même époque, la construction des nouvelles préfectures de la banlieue parisienne est âprement critiquée : leur prix de revient dépasse les devis de 77 % en moyenne ! En 1972, la commission des travaux du conseil général décide de visiter des sous-préfectures nouvellement bâties : Montmorency, Argenteuil, Lens, puis Calais quelques mois plus tard. Ces déplacements l'amènent à demander aux architectes de revoir leur projet et leur devis. Et c'est seulement le 22 octobre 1974 qu'elle adopte définitivement l'avant-projet, plusieurs fois remanié, préparé par Leconte et David sous la direction de l'architecte en chef du département, Roger Merveille, pour un coût estimé à 8 370 650 francs. L'adjudication des travaux est prévue pour le début de l'année 1975 et les crédits inscrits sur trois exercices budgétaires.
- 13 L'axe du projet, dans la partie administrative, est un grand patio, au milieu duquel on décide de conserver un vieux marronnier et d'aménager une cascade de jardinières. Ce patio éclaire les accès aux bureaux qui reçoivent le public en même temps qu'il les sépare de la partie réservée aux élus. Il se trouve au pied d'une tour, jugée nécessaire par les architectes tant pour l'équilibre général de l'ensemble que pour la signalétique de la sous-préfecture. Prévue dès l'origine comme future extension, elle est construite en même

temps que les autres bâtiments mais seul le gros œuvre est réalisé car elle ne doit être utilisée, pour des bureaux, que quelques années plus tard. On sait en effet qu'une extension horizontale serait trop coûteuse, voire impossible.

- 14 Dans un premier temps, le personnel dispose de bureaux de part et d'autre de la tour. À l'arrière, des locaux réservés aux commissions, d'un côté, et les bureaux du sous-préfet, du secrétaire général et du secrétariat, de l'autre, entourent un vaste hall ; à l'étage, la salle des maires. Alors que les trois grands bureaux donnent sur le parc, les salles des commissions bénéficient d'un éclairage zénithal, les fenêtres étant de simples meurtrières : l'architecte avait estimé qu'ainsi la sécurité serait assurée et les conditions de travail optimales (**fig. 5**).

Figure 5

La sous-préfecture telle que les Douaisiens la découvrent en 1978. Sous-préfecture de Douai.

© Pierre Dumont.

- 15 La surface des bureaux est de 1 554 m² et celle des logements (hôtel du sous-préfet, logement du gardien et deux chambres de service) de 777 m². L'hôtel du sous-préfet compte notamment huit chambres – dont une suite ministérielle avec bibliothèque-salon et dressing et trois chambres comportant une mezzanine – ainsi que, pour les réceptions, deux salons et une salle à manger. Un parking de 14 places est contigu à la cour d'honneur, tandis que 64 places sont réservées au public, accessibles depuis le boulevard Albert-I^{er}, sur un terrain à demi enterré de manière à ce que les voitures soient moins visibles et que la partie publique soit plus nettement séparée de l'espace privé.

L'architecture

- 16 Le 13 septembre 1975, presque un an après l'arrivée d'un nouveau sous-préfet, André Aubry-Lecomte, la première pierre est posée.

- 17 Les travaux commencent et très vite se pose le problème des fondations. Celles-ci doivent être faites à la fois sur des terrains remblayés et sur ce qui reste des anciennes fortifications. Il faut donc, pour éviter des tassements différentiels, utiliser des pieux de 18 m. Ceux-ci ont en principe un diamètre de 40 cm, sauf à l'endroit même des fortifications où il est nécessaire de recourir à des pieux de 80 cm de diamètre (**fig. 6**).

Figure 6

Problème des tassements différentiels, schéma de Michel Coex, 2007.

© Michel Coex.

- 18 André Aubry-Lecomte suit de très près le chantier et, à plusieurs reprises, s'inquiète auprès des architectes de l'aspect extérieur des locaux et de l'emploi du béton : il craint que « l'on aboutisse, malgré une bonne architecture, à un bâtiment dont l'aspect soit peu engageant et prenne quelque peu une allure de blockhaus », même si un ciment blanc est prévu pour être incorporé au béton. Et il a raison de craindre l'incompréhension des Douaisiens, très peu sensibles à cette modernité... Pourtant il s'agit bien d'une œuvre architecturale à part entière, qui s'inscrit pleinement dans l'esprit du mouvement moderne et de ses déclinaisons dans l'architecture administrative, selon les grands thèmes développés par Le Corbusier et ses émules.
- 19 Ce n'est pas un banal immeuble de bureaux. Au contraire, nous sommes ici devant un bâtiment qui se lit comme une succession de volumes aux formes élémentaires. On y trouve des parallélépipèdes rectangles, des cubes, des triangles. La spatialité dynamique des locaux s'ajoute à la mise en scène de la lumière par opposition à l'opacité du bâti, vis-à-vis des zones en retrait de l'assemblage des volumes (**fig. 7**).
- Dans l'épannelage des façades, traitées en béton brut de décoffrage, s'intercalent des pleins et des vides, vitrés ou non (**fig. 8**). Les ouvertures se découvrent très différenciées selon les besoins d'éclairément et comprennent de longs rectangles horizontaux ou verticaux. Les vitrages, de teinte sombre, contrastent avec le béton blanc de la maçonnerie. Les éclairages sont quelquefois zénithaux et apportent une lumière naturelle, par exemple dans les salles de commissions, propice à un travail en conclave [...] ce bâtiment public se parcourt par l'intérieur pour le visiteur, mais

se développe aussi devant les yeux du spectateur-promeneur qui sommeille dans tout citoyen⁴.

Figure 7

Fenêtres de la salle des maires, 2007.

© Michel Coex.

Figure 8

Façade en béton brut de décoffrage. Les matrices en caoutchouc, imitant le coffrage bois, permettaient d'obtenir un décoffrage sans arrachement des arêtes. La « peau » obtenue gardait un côté nerveux à la façade, qui accrochait la lumière. De plus, les orifices des clavetages, non rebouchés, donnent de l'extérieur l'échelle des niveaux, 2007.

© Michel Coex.

L'énergie

- 20 La construction de cette nouvelle sous-préfecture est également l'occasion, pour le conseil général du Nord, d'une réflexion sur l'énergie à privilégier pour le chauffage⁵. Outre le charbon traditionnellement utilisé dans le bassin minier – et Douai est le siège des Houillères du Nord – Pas-de-Calais –, on envisage d'utiliser le fioul mais la fin annoncée de l'exploitation minière et le choc pétrolier de 1973 inquiètent. Par ailleurs, le bâtiment est peu élevé et on imagine difficilement l'implantation d'une grande cheminée sur la tour, dont la construction n'était de toute façon pas prévue tout de suite. Ce n'est en effet que juste avant la mise en route du chantier qu'on décide qu'elle fera partie de la première tranche de travaux. Restent alors le gaz naturel et l'électricité. Un cabinet indépendant est chargé de comparer investissements, coûts d'exploitation et de maintenance sur une longue période ; au vu de ses conclusions, la commission des travaux du conseil général opte pour l'électricité, ce qui est une grande première, du moins pour un bâtiment public destiné à un service de l'État.
- 21 Cette solution, qui permet à la sous-préfecture de Douai de ne rejeter ni effluents toxiques ni bioxyde de carbone dans l'atmosphère, alliée à une architecture contemporaine, en fait un bâtiment très innovant pour l'époque.

L'intérieur

- 22 Le mobilier, acheté spécialement pour meubler les nouveaux locaux, figure dans l'inventaire du Mobilier national. Il s'intègre à l'architecture de l'époque : luminaire marbre et acier inox de Pier Giacomo et Achille Castiglioni, table en loupe de noyer dans la grande salle à manger... Celle-ci subit d'ailleurs quelques vicissitudes. Ainsi, le jour de l'inauguration, alors qu'un repas officiel est prévu, le lustre s'écrase sur la magnifique table, irrémédiablement endommagée. Une autre est commandée et livrée mais l'électricien qui pose le nouveau luminaire laisse tomber son tournevis, ce qui détériore le meuble. Une troisième table est commandée. Elle est toujours en place (**fig. 9**).

Figure 9

La grande salle à manger... et la troisième table en loupe de noyer, 2007.

© Michel Coex.

- 23 Quelques œuvres d'artistes contemporains, douaisiens pour certains, ornent les pièces de réception : une tapisserie de Robert Bouquillon (1923-2013) (*Allégorie du Douaisis*), une toile de Raymond Tellier (1897-1985) (*Portrait de Malgache*), une aquarelle d'André Lemoine (1913- ?) (*Panorama de Douai*) et une lithographie de Jean Carzou (1907-2000) (*Venise*).
- 24 Le 8 septembre 1978, Albert Denvers, président du conseil général du Nord, et Maurice Paraf, préfet de région, coupent le ruban symbolique. Tandis que le premier insiste, dans son allocution, sur l'effort financier consenti par le département, le second se réjouit de l'amélioration des relations avec l'administration qu'engendrera cette nouvelle sous-préfecture.
- 25 Les Douaisiens, eux, manquent d'enthousiasme, tout comme la presse pour qui les points positifs semblent être l'effort accompli pour créer des espaces verts et la préservation du marronnier face à la tour (**fig. 10**). Un journaliste de *La Voix du Nord*, dans le numéro du 10 août 1978, estime d'ailleurs que « sur la question de l'esthétique, il est certain que l'on

ne peut parler de réussite, car ces structures bétonnées, massives et inesthétiques sont loin de faire l'unanimité... ».

Figure 10

Le marronnier dans le patio. Pour respecter les directives officielles, il a fallu concevoir un projet architectural permettant de le conserver, 2007.

© Michel Coex.

- 26 Peu appréciée à son ouverture, parce que trop innovante, la sous-préfecture de Douai ne l'est pas plus aujourd'hui. La plupart des Douaisiens seraient très surpris d'apprendre que ces bâtiments, que la végétation ne permet plus de voir dans leur intégralité, constituent un précieux témoignage de l'histoire de l'architecture.

NOTES

1. - BRÉEMERSCH, Pascale. « L'implantation de la sous-préfecture ». Dans MASSINON, Christian (dir.). *Des remparts à la République. Histoire du site de la sous-préfecture de Douai*. Douai : Sous-préfecture, 2008, p. 71-105. Ouvrage réalisé à l'initiative de Christian Massinon, sous-préfet, pour les trente ans du bâtiment.
2. - La place forte de Douai ayant été déclassée en 1889, la ville décida le démantèlement des fortifications et passa une convention avec l'État. L'arasement des remparts libéra 160 hectares, ce qui permit la construction des boulevards et l'implantation d'industries.

3. - BRÉEMERSCH, Pascale et COEX, Michel. « La sous-préfecture actuelle ». Dans MASSINON, Christian (dir.). *Op. cit.*, p. 80-93.
4. - COEX, Michel. « L'architecture des années 1970 ». Dans MASSINON, Christian (dir.). *Op.cit.*, p. 99. M. Coex appartenait au cabinet d'architectes douaisien chargé du projet.
5. - BASSETTE, Francis. « Un modèle pour la protection de l'environnement ». Dans *Ibid.*, p. 106.

RÉSUMÉS

Douai, instaurée préfecture en 1790, devient simple sous-préfecture en 1803, et l'administration, d'abord logée dans des locaux jouxtant le palais de justice, s'installe, dix ans plus tard, dans un hôtel particulier du centre-ville. Les bâtiments sont rapidement trop exigus mais il faut attendre 1962 pour que soit prise la décision de construire une nouvelle sous-préfecture. Plusieurs terrains sont successivement envisagés dans des quartiers à restructurer mais les projets avortent, jusqu'à ce que quatre hectares et demi se libèrent dans un secteur destiné à devenir résidentiel, là où se trouvait une usine édifée à l'emplacement des anciennes fortifications, après leur démantèlement. Quand les travaux commencent, en 1975, il faut donc d'abord régler les problèmes de fondations et de tassements différentiels. La sous-préfecture de Douai s'inscrit parfaitement dans le courant de l'architecture des années 1970 : c'est une succession de volumes simples ; les façades sont traitées en béton brut de décoffrage, et des pleins et des vides, vitrés ou non, s'y intercalent dans une mise en scène de la lumière et de l'opacité du bâti. Pour éviter, comme le craint le sous-préfet du moment, que le bâtiment ne « prenne quelque peu une allure de blockhaus », un ciment blanc est incorporé au béton. Le mobilier, choisi spécialement, s'intègre parfaitement à l'architecture de l'époque. Quant au mode de chauffage, c'est l'électricité qui est choisie : une première dans un bâtiment public destiné à un service de l'État. La sous-préfecture est inaugurée en septembre 1978. C'est un immeuble innovant à bien des titres mais qui suscite pourtant beaucoup de critiques, la presse affirmant : « sur la question de l'esthétique, il est certain que l'on ne peut pas parler de réussite. » Tel est encore aujourd'hui l'avis de la majorité des Douaisiens.

Douai became the prefecture of the Nord department in 1790, but in 1803 became a sub-prefecture. The administration was initially housed in premises adjoining the imperial court but moved to a private town house in the centre of Douai ten years later. This building quickly became cramped and overcrowded but it was not until 1962 that the decision to build a new sub-prefecture was taken. Several sites were considered in various urban redevelopment zones, but none of these were selected. Finally, a four and a half-hectare site in a developing residential area was chosen. The new sub-prefecture was built on the site of the former Vertongen factory, close to where the fortifications of the town once stood. When construction work began in 1975, problems with unstable foundations and differential subsidence became apparent. The Douai sub-prefecture may be said to reflect architectural trends of the 1970s. It is a succession of simple volumes, the facades covered in panels of raw concrete, creating a balanced pattern of full and empty surfaces. The use of clear and glazed window panels creates a contrast between the light and opacity of the structure. At the suggestion of the sub-prefect at the time of construction, white cement was added to ensure the building did not 'look like a bunker'. The furniture purchased for the new sub-prefecture premises fits perfectly with the architecture of the time. To heat the building, an electric heating system was chosen—a first for a government public

building. The sub-prefecture was officially opened in September 1978. The innovative building design generated much criticism, with the press going so far as to declare that 'in terms of aesthetics, it is difficult to speak of a success,' an opinion that is still shared by many of Douai's residents today.

INDEX

Keywords : sub-prefecture, raw concrete, cement, architecture, furniture, energy (electricity), Douai, general council

Mots-clés : sous-préfecture, béton brut, ciment, architecture, mobilier, énergie (électricité), Douai, conseil général

AUTEUR

PASCALE BRÉEMERSCH

Directrice des Archives communales de Douai (Nord) pbreemersch@ville-douai.fr